Le langage est politique! Pratiques et (contre)-mobilisations autour du langage non sexiste

Depuis la controverse initiée à l'automne 2017 sur l'« écriture inclusive », la question des inégalités de genre dans le langage a gagné en audience dans l'espace public. Si le débat a sans conteste contribué à faire la publicité du langage non sexiste, les discours pourfendant son usage en ont également véhiculé des représentations erronées. Dans cet article, Gwenaëlle Perrier revient sur la diversité des pratiques du langage non sexiste, explique combien la langue contribue à influencer nos représentations et montre comment les controverses autour de ce langage constituent un terrain d'expression des féminismes et en réaction, de l'antiféminisme.

Loin de se réduire au point médian, le langage non sexiste (ou inclusif, ou encore dégenré) englobe une diversité de pratiques graphiques, lexicales et grammaticales, qui visent à assurer une égalité de représentation aux femmes et aux hommes dans la langue et à lutter contre les inégalités de genre qu'elle véhicule. L'usage de formes féminines pour désigner les femmes (qui passe notamment par la résurgence d'anciens noms de métiers, dont autrice figure aujourd'hui en tête) et le recours aux doublets lexicaux pour désigner des groupes mixtes (« bonjour à tous et à toutes », « chères étudiantes, chers étudiants ») constituent actuellement les pratiques les plus répandues et les plus consensuelles. Les points médians ne sont que la version la plus récente de différentes graphies adjonctives (tirets, parenthèses, etc.) ayant pour but de visibiliser la forme féminine des mots (noms, adjectifs, participes passés). Depuis peu, des néologismes sont aussi proposés pour des pronoms (iels, contraction de ils et elles) ou des noms (autaires, Québecoiz, locuteurices). À l'instar des termes épicènes, comme « l'assemblée sénatoriale » ou « le personnel universitaire », qui inclut les femmes et les hommes, ils peuvent remplir plusieurs fonctions : désigner des groupes mixtes, des personnes dont on ne souhaite pas révéler ou dont on ne connaît pas le sexe, ou encore des personnes transgenres. Dans l'optique de remplacer la règle du « masculin qui l'emporte sur le féminin », est également promue[1] la réhabilitation de l'ancien accord dit de proximité, venu du latin, qui veut que l'on dise : « ces filles et ces garçons sont amusants », mais « ces hommes et ces femmes sont intelligentes ».

Des usages langagiers visant à délégitimer le pouvoir des femmes

Ces pratiques langagières ont pour objectif de contrer les inégalités de genre véhiculées par les usages dominants de la langue. En effet, celle-ci ne constitue pas uniquement un instrument qui reflète la pensée, elle contribue aussi à influencer les représentations que l'on se fait du réel[2]. C'est ce que démontre empiriquement l'énigme du chirurgien[3], qui met en lumière la difficulté à penser le fait qu'une femme puisse exercer ce métier quand le terme est employé au masculin. Encore fréquent bien qu'il régresse, l'emploi de noms de métiers prestigieux uniquement au masculin (le docteur, l'auteur, le directeur, le ministre, le juge, etc.) invisibilise la présence des femmes dans le langage, tendant ainsi à induire des représentations masculines de ces métiers[4] et à légitimer une occupation des fonctions de pouvoir par les hommes. Le masculin dit neutre laisse également entendre que seules les formes masculines pourraient représenter l'universel, tandis que le féminin (et les femmes) serait cantonné au « spécifique ».

Ces usages langagiers ne sont pas liés à un « machisme intrinsèque » de la langue, mais à des mobilisations historiques visant à délégitimer le pouvoir des femmes. À l'instar d'autres espaces sociaux, la langue a constitué un lieu d'affirmation de celui des hommes. Ainsi, à partir du 15e siècle, la « Querelle des femmes », qui interroge la place et le rôle de celles-ci dans la société, porte notamment sur le terrain linguistique[5]. À partir du 17e siècle et de la création de l'Académie française, les premiers partisans de la fameuse règle du « masculin qui l'emporte sur le féminin » contribuent à masculiniser progressivement la langue française et à délégitimer les mots employés pour qualifier les activités prestigieuses des femmes (peintresse, autrice, philosophesse, capitainesse). Leur entreprise vise à écarter celles-ci des positions sociales les plus reconnues socialement, car ce que l'on ne peut nommer n'existe pas.

Les batailles de la féminisation du langage

Très tôt, certaines femmes s'opposent à cette offensive masculiniste menée sur le terrain symbolique, à l'instar de l'intellectuelle Marie de Gournay (1565-1645), qui se mobilise contre le discrédit orchestré contre

les terminologies féminines[6]. Depuis, les questions linguistiques n'ont il est vrai jamais occupé le devant de la scène féministe, probablement car les inégalités se sont manifestées avec une telle ampleur dans tant de domaines que d'autres combats sont apparus plus urgents. Cependant, elles n'ont cessé de faire l'objet de mobilisations à la fois militantes, savantes et institutionnelles, de manière collective ou individuelle, en même temps que les droits des femmes, et plus récemment des minorités sexuelles, étaient publiquement débattus dans la société française. Ainsi, au début du 20e siècle, certaines pionnières, parvenues à se faire une place au sein de bastions du pouvoir masculin comme l'université, la magistrature ou la médecine, revendiquent, au prix de moqueries et de dénigrements publics, les titres de bachelières, d'avocates ou de pharmaciennes[7]. Au milieu des années 1980, Yvette Roudy, ministre des droits des femmes, nomme Benoîte Groult présidente de la première commission de terminologie chargée de la féminisation des noms de métiers et de fonctions. À la fin des années 1990, plusieurs femmes membres du gouvernement de gauche plurielle, exigeant qu'on les appelle Mme la ministre (et non le ministre), rejoignent cette « bataille de la féminisation »[8]. Les propositions plus récentes visant à dégenrer la langue émergent quant à elles dans un contexte marqué par la montée en puissance du mouvement *queer* et par la remise en cause de la bicatégorisation femmes/hommes. Davantage cantonnées hier aux cercles savants et politiques, les pratiques féministes du langage s'affichent aujourd'hui dans des collectifs militants, sur les réseaux sociaux, dans la presse, à l'université, et dans bien d'autres espaces encore. La diffusion du langage non sexiste constitue donc depuis quelques années un terrain d'expression de l'effervescence des féminismes qui, en interrogeant les dimensions symboliques de la domination à travers le langage et en investissant de nombreux espaces sociaux, témoignent de leur vitalité et de leur diversité.

Le langage non sexiste, terrain d'expression de l'antiféminisme

Si l'égalité de genre constitue l'objectif principal du langage non sexiste, on peut aussi en espérer des gains sémantiques et pédagogiques. L'usage du masculin générique suscite en effet malentendus et incompréhensions. Le langage non sexiste permet également de gagner en logique et en clarté dans les apprentissages : il est plus aisé de comprendre que les noms sont formés d'un radical et d'un suffixe différent pour les formes féminines et masculines que d'envisager les noms féminins comme des dérivés des noms masculins[9].

Ces arguments pédagogiques et sémantiques ont pourtant du mal à trouver place dans le débat, qui, s'il a permis aux militantes féministes d'exposer leurs analyses et leurs revendications, a aussi reposé, du côté de leurs détractaires, sur une fréquente dramatisation des enjeux et sur une négation des fondements scientifiques des arguments en faveur de ce langage. Plus qu'un débat linguistique, la controverse sur l'écriture inclusive a surtout offert à ses opposant·es un terrain d'expression vivace à l'antiféminisme. Ceci est vrai en France, mais aussi dans d'autres pays du monde, comme en Allemagne, en Autriche, en Suède, en Italie, ou encore au Brésil et en Argentine.

Ainsi, partout où le langage non sexiste est contesté, il l'est dans un contexte où la norme d'égalité de genre gagne en reconnaissance publique. En France, la récente controverse, comme celles des années 1980 et 1990, interviennent à des périodes où sont adoptées plusieurs mesures qui manifestent une légitimité institutionnelle grandissante des causes féministes, et plus récemment LGBTQI, dans des domaines variés (politique, emploi, mariage, éducation et lutte contre les violences). Au Brésil, les oppositions d'une partie de la classe politique et des médias à la volonté de Dilma Rousseff de féminiser le terme épicène « *présidente* » en revendiquant celui de « *presidenta* » succèdent à des initiatives de son gouvernement pour les droits des femmes et des minorités sexuelles[10].

En outre, partout, le langage non sexiste est particulièrement combattu par des personnes et groupes conservateurs également investis dans la contestation de l'égalité sur d'autres fronts que le langage. Des deux

côtés du Rhin, les partis nationalistes d'extrême droite (Rassemblement national, *Alternative für Deutschland*[11]) sont à l'avant-garde des initiatives parlementaires tentant de freiner la progression du langage non sexiste. En Suède, les critiques à l'encontre du pronom neutre hen viennent pour une grande part « de groupes antiféministes actifs sur les forums internet, qui dénoncent un "*féminisme d'État*", et des groupes d'extrême droite »[12].

Enfin, les discours contre ce langage regorgent d'antiennes antiféministes. Les procès en incompétences faits à ses partisan·es, leur ridiculisation et la sexualisation des débats sont caractéristiques d'un « antiféminisme ordinaire »[13] mobilisé également sur d'autres sujets relatifs aux droits des femmes. Les débats relèvent aussi d'un nouvel antiféminisme, qui valorise le thème de la protection des enfants : l'écriture inclusive pourrait troubler leur identité de genre, comme on l'entend notamment en Suède[14].

Ainsi, si les débats sont virulents, c'est d'abord parce qu'ils offrent, dans un contexte où la contestation publique de l'égalité des sexes et des sexualités devient délicate, un terrain d'expression discret à l'antiféminisme. Même si l'égalité de genre gagne en légitimité, en matière de langage, on peut encore affirmer publiquement qu'elle n'est ni pertinente ni nécessaire. N'attaquant pas directement les groupes discriminés, mais seulement le féminin grammatical et les pronoms dégenrés, les oppositions au langage non sexiste peuvent ne pas être associées au conservatisme et à la discrimination.

Contrairement aux décennies passées, néanmoins, l'institutionnalisation des questions de genre offre aux défensaires de l'égalité davantage d'espace (médiatique et institutionnel notamment) pour défendre leur cause. Dans ce contexte, la force des rhétoriques antiféministes semble reculer, comme l'atteste le recours à de nouveaux arguments[15], qui surfent plutôt sur le climat anti-intellectualiste ambiant et sur une rhétorique réactionnaire bien mise en lumière par Albert O. Hirschmann, selon laquelle la recherche de l'égalité serait créatrice d'effets pervers : n'a-t-on pas entendu que le langage non sexiste serait l'apanage d'une élite universitaire et militante qui se soucierait peu des intérêts des personnes en difficultés d'apprentissage et malvoyantes, supposément mises en difficultés par les points médians et les néologismes ? Ces arguments ne sont appuyés sur aucune étude sérieuse. Ils semblent ignorer que les logiciels pour personnes malvoyantes, qui lisent déjà les traits d'union, devraient pouvoir être programmés différemment pour tenir compte des innovations du langage non sexiste. L'instrumentalisation de la question du handicap dans le débat sur l'écriture inclusive a d'ailleurs été dénoncée par certaines (associations de) personnes handicapées, à l'instar du réseau d'études handiféministe[16]. Ces arguments visent surtout à nouer de nouvelles alliances avec des personnes et collectifs sincèrement soucieux de l'intérêt des personnes handicapées ou en difficulté d'apprentissage, et d'élargir ainsi le camp des opposant·es à ce langage.

Ainsi, loin de n'être qu'un débat linguistique, les controverses sur le langage non sexiste sont avant tout des débats politiques, qui témoignent qu'au-delà du consensus apparent sur l'égalité des sexes, celle-ci fait encore bien débat.

Pour aller plus loin:

- Abbou Julie, Aron Arnold, Candea Maria, Marignier Noémie, « Qui a peur de l'écriture inclusive ? Entre délire eschatologique et peur d'émasculation », *Semen*, 44, 2018.
- Abbou Julie, « La langue est-elle toujours un lieu de lutte féministe ? De la contrefaçon sémiotique à la libéralisation ». *Recherches féministes [revue interdisciplinaire francophone d'études féministes]*, Québec : GREMF, 2019.
- Baudino Claudie, *Le sexe des mots : un chemin vers l'égalité*, Paris, Belin, 2018.
- Evain Aurore, « Histoire d'autrice, de l'époque latine à nos jours », *Sêméion. Travaux de sémiologie*, 6, 2008, p. 53-62.
- Hirschman Albert O., *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.

- Houdebine-Gravaud Anne-Marie, « Trente ans de recherche sur la différence sexuelle, ou Le langage des femmes et la sexuation dans la langue, les discours, les images », *Langage et société*, vol.106, n° 4, 2003, p. 33-61.
- Loison-Leruste Marie, Perrier Gwenaëlle et Noûs Camille, « Genre, langue et politique. Le langage non sexiste en débats », *Cahiers du genre*, n°69, vol. 2, 2020.
- Viennot Éliane, *Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin ! : petite histoire des résistances de la langue française*, Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe, 2017, 142 p.

Notes de bas de page :

[1] Voir notamment Petitionenligne.fr. Que les hommes et les femmes soient belles. Le masculin l'emporte sur le féminin, 2011 ; ainsi que le manifeste signé par 314 enseignant·es « Nous n'enseignerons plus que le masculin l'emporte sur le féminin », Slate.fr, 7novembre 2017.

[2] Gérardin-Laverge Mona, « Queeriser la langue, dénaturaliser le genre », Cahiers du Genre, vol. 69, n° 2, 2020, p. 31-58.

[3] Voir le micro-trottoir réalisé par EgaliGone : https://www.youtube.com/watch?v=YebfaWkng9s.

[4] Gygax Pascal, Zufferey Sandrine, Gabriel Ute, Le cerveau pense-t-il au masculin ? Cerveau, langage et représentations sexistes, Paris, Le Robert, 2021.

[5] Viennot Eliane, La querelle des femmes, ou, « N'en parlons plus », Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe (Collection Racine de iXe), 2019.

[6] Evain Aurore, 2008, « Histoire d'autrice, de l'époque latine à nos jours », Sêméion. Travaux de sémiologie, 6, p. 53-62.

[7] Rennes Juliette, Le mérite et la nature: une controverse républicaine, l'accès des femmes aux professions de prestige, 1880-1940, Paris, Fayard, 2007.

[8] Viennot Éliane, « Le langage enfin vu sous l'angle des violences sexistes », Les possibles, 16, 2018b, p. 71-78.

[9] Chevalier Yannick, « Enseigner la grammaire du genre : à propos du traitement idéologique de la langue dans les manuels scolaires de CE1 », Le français aujourd'hui, vol. 2, n° 193, 2016, p. 33-44.

[10] Paz Diego, Pelúcio Larissa et Borba Rodrigo, « Le genre de la nation et le x de la question. Controverses linguistiques dans le contexte politique brésilien », Cahiers du Genre, vol. 69, n° 2, 2020, p. 177-203.

[11] Hergenhan Jutta, « Langage non sexiste et antiféminisme en Allemagne », Cahiers du Genre, vol. 69, n° 2, 2020, p. 85-107.

[12] Le Bouteillec Nathalie, « Hen et la quête de l'égalité en Suède », Cahiers du Genre, vol. 69, n° 2, 2020, p. 205-229.

[13] Descarries Francine, « L'antiféminisme 'ordinaire' », Recherches féministes, 18(2), 2006, p. 137-151.

[14] Le Bouteillec Nathalie, « Hen et la quête de l'égalité en Suède », Cahiers du Genre, vol. 69, n° 2, 2020, p. 205-229.

[15] Perrier Gwenaëlle, Loison-Leruste Marie, à paraître, « Un « langage excluant » ? Solidité, sincérité et enjeux des arguments d'opposition à l'écriture inclusive », Travail, genre et sociétés, n° 47, 2022.

[16] https://efigies-ateliers.hypotheses.org/5274

Pour citer cet article :

Gwenaëlle Perrier, "Le langage est politique ! Pratiques et (contre)-mobilisations autour du langage non sexiste", Silomag, n°13, septembre 2021:

https://silogora.org/le-langage-est-politique-pratiques-et-contre-mobilisations-autour-du-langage-non-sexiste/